

ANGOLA : FICHE PAYS – NOVEMBRE 2023



Catégorie OCDE (2023) : 6/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B-/ B3 / B-
 Change : Kwanza / Régime de change flottant dirigé
 Horizon de l'objectif de réduction des GES : -14% à l'horizon 2025

FORCES

- Réserves de pétrole
- Potentiel minier (diamants) et agricole
- Réformes politiques et économiques lancées par le Président Lourenço-

FAIBLESSES

- Forte dépendance aux hydrocarbures
- Endettement public majoritairement libellé en devises
- Faible niveau de gouvernance

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : dégradation

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : la croissance a rebondi en 2022 (+3%) mais ralentit en 2023 (1,3%) en raison principalement d'une baisse de la production de pétrole. L'accélération de l'inflation observée à partir de mai 2023 et le niveau élevé des taux d'intérêt (17% en octobre 2023) pèsent sur la demande intérieure. L'activité pourrait être mieux orientée en 2024 (+3,3%) avec la modération attendue de la hausse des prix et l'interruption de la baisse de l'extraction de pétrole.
- **Vulnérabilité des comptes publics**: les mesures destinées à atténuer les conséquences de l'inflation (subventions) et les contraintes qui pèsent sur les revenus (baisse de la production de pétrole, ralentissement de la croissance) provoquent la dégradation des finances publiques. Après deux années d'excédent, le solde budgétaire devrait à nouveau être déficitaire en 2023 (-2%). L'Angola pourrait enregistrer un excédent budgétaire en 2024 sous réserve du rebond de la croissance et de la suppression progressive des subventions. Le ratio de dette publique, qui avait nettement baissé en 2022 a fortement augmenté en 2023 en raison de l'impact sur la dette publique, libellée à près de 70% en devises, de la brutale dépréciation du kwanza face au dollar.
- **Vulnérabilité extérieure** : la baisse des volumes d'exportation et la modération des cours du pétrole ont conduit à l'érosion de l'excédent courant qui devrait s'établir à 3% du PIB en 2023. Face aux pressions à la baisse sur le cours du kwanza, les autorités ont renoncé à soutenir la monnaie qui a perdu brutalement 40% de sa valeur, provoquant l'envolée de la dette extérieure. Le niveau des réserves reste satisfaisant (7 mois d'importations) mais la vulnérabilité reste forte en raison du niveau élevé du service de la dette et de la forte dépendance du pays aux recettes pétrolières, donc à l'évolution des cours du pétrole.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : le secteur bancaire s'est montré plutôt résilient. Mais deux établissements publics sont en cours de restructuration. Les conséquences de la dépréciation du kwanza pourraient fragiliser les bilans de certains établissements.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : J. Lourenço, arrivé à la tête de l'Angola en septembre 2017, a été réélu à l'issue des élections générales d'août 2022 remportées par son parti (MPLA). Il a vu cependant sa majorité s'éroder.
- **Climat des affaires** : l'Angola est nettement moins bien classée que ses voisins en matière de gouvernance, mais des progrès ont été réalisés dans le cadre du programme de stabilisation mis en œuvre par le gouvernement. La poursuite des réformes devrait permettre d'améliorer le climat des affaires du pays, mais à moyen terme.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : l'Angola est vulnérable aux changements climatiques (sécheresse, inondation, déforestation...) et a actualisé en 2021 ses engagements de réduction des GES (-14% d'ici 2025). Ses émissions, provenant essentiellement de l'utilisation des terres, étaient en baisse sur la période 2014-18 (-2,7% contre +1,4% entre 2010 et 2014) grâce au développement progressif des énergies renouvelables (hydroélectricité) mais aussi aux conséquences de la contraction de l'activité.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France
 Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Chine	56,8%	Chine	15,0%
Inde	9,1%	Portugal	12,6%
E.A.U.	3,4%	France	5,2%
Espagne	3,1%	Etats-Unis	5,1%
France (5 ^{ème})	2,6%	Belgique	4,9%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux produits échangés
 Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Hydrocarbures	93,5%	Pétrole raffiné	15,5%
Minerais (diamants)	3,9%	Machines, app. mécaniques	14,4%
		Eqpts électriques	6,1%
		Véhicules automobiles	5,9%

Source: International Trade Center, CNUCED

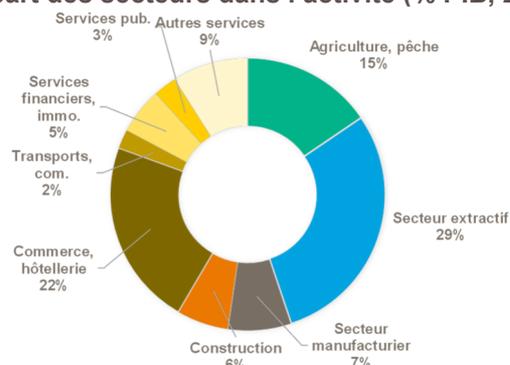
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ANGOLA	2018	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)*	101,4	84,5	57,1	74,9	122,8	93,8	92,9
<i>Rang PIB mondial</i>	65	70	80	74	62	62	61
Population (Mns)*	31,3	32,4	33,4	34,5	35,7	36,8	37,9
<i>Rang Population mondiale</i>	49	49	48	47	47	44	42
PIB / habitant (USD)*	3 241	2 612	1 709	2 170	3 438	2 550	2 453
Croissance PIB (%)*	-1,3	-0,7	-5,6	1,2	3,0	1,3	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)*	19,6	17,1	22,3	25,8	21,4	13,1	22,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)**	0,7	0,8	0,9	0,8	0,7	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dettes publiques (% PIB)*	93,0	113,6	138,9	86,8	66,7	84,9	77,1
Solde public (% PIB)*	2,3	0,8	-1,9	3,8	0,7	-1,9	1,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)**	20,5	26,4	32,9	22,3	17,2	23,9	22,3
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)*	7,3%	6,1%	1,5%	11,2%	9,6%	3,1%	3,7%
IDE (% du PIB)***	6,4%	2,1%	3,4%	4,4%	5,5%	3,0%	2,0%
Réserves (en mois d'importation B&S)	5,4	6,4	8,0	6,9	7,0	7,1	7,0
Dettes extérieures (% PIB)***	59%	75%	119%	92%	51%	107%	NA
Dettes extérieures CT (% PIB)**	2,8%	3,9%	11,2%	8,2%	5,0%	NA	NA
Taux de change*	258,7	374,8	584,5	618,6	460,1	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés*	25,7	21,97	19,47	23,79	28,4	NA	NA
Taux de NPL	23,2	23,2	12,2	20,3	14,4	NA	NA
ROE*	15,5	-5,4	-13,2	26,8	22,1	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	181	181	181	178	172	NA	NA
Rang doing business (190 pays)**	175	173	177	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	84	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	132	133	130	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Sources : * FMI (WEO Oct 2023) ; ** Banque Mondiale ; *** Banque centrale

Angola : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2022)



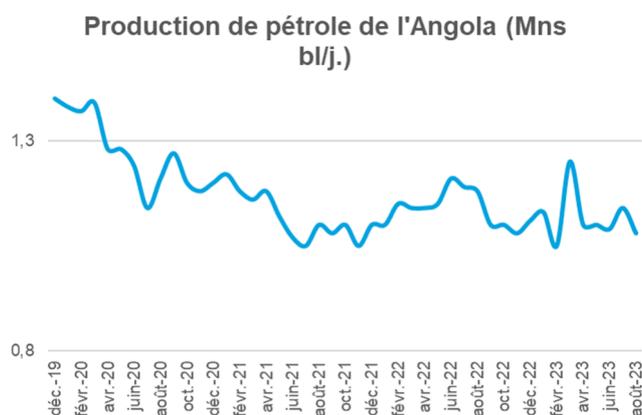
Source: Banque Centrale d'Angola



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Dépendance à un secteur pétrolier en perte de vitesse**

L'Angola est le deuxième producteur de pétrole d'Afrique sub-saharienne, avec environ 1,1 Mns bl/j, derrière le Nigéria. Le secteur des hydrocarbures pèse de l'ordre d'un tiers du PIB, 60-70% des revenus de l'Etat et environ 90% des recettes d'exportation donc de devises. En raison du manque d'investissement et de la maturité de certains champs, **la production de pétrole ne cesse de baisser depuis 2016**. Par ailleurs, en tant que membre de l'OPEP, le pays est soumis aux **restrictions de production** imposées à partir de mai 2020.



Source: Reuters

Fin 2022, les volumes extraits ont retrouvé leur niveau de début 2021 grâce au lancement de production de nouveaux blocs. Mais d'importantes opérations d'entretien ont interrompu l'extraction dans de nombreux champs pétroliers début 2023. Les perspectives sont modérément positives avec l'annonce par la compagnie ExxonMobil, en octobre 2022, de la découverte de nouvelles réserves avec un potentiel de production supplémentaire de 40 000 bl/j sans préciser les modalités ni les délais d'exploitation. TotalEnergies s'est également engagé à réaliser de nouveaux projets d'exploration et le gouvernement angolais a attribué deux nouvelles licences d'exploitation en 2023. La progression de la production restera cependant dépendante du financement et du lancement effectif de nouveaux projets d'exploitation qui n'interviendront pas à court terme.

L'Angola augmente ses capacités de raffinage avec la construction de deux nouvelles unités (notamment celle de Soyo dont la construction a débuté en mai 2022) en vue d'atteindre une capacité de 400 000 bls/j (1/3 de sa production de brut) en 2025. Le pays développe également la production de gaz pour lequel l'intérêt des pays européens a nettement augmenté avec les conséquences du conflit en Ukraine. L'Italie a ainsi signé un contrat avec l'Angola en avril 2022 pour diversifier son approvisionnement en gaz.

Le Président Lourenço mise sur le développement des secteurs hors hydrocarbures, notamment

l'agriculture et la pêche. La production minière (diamants) devrait en outre bénéficier des contrats conclus en avril avec la compagnie de Beers. A noter que la compagnie russe Alrosa est un partenaire majeur de l'Etat angolais dans ce secteur. Les sanctions imposées à la Russie, bien qu'elles ne portent pas sur le secteur de la production de diamants, pourraient toucher les mines exploitées en partenariat avec Alrosa.

Malgré des efforts indéniables, les freins à la diversification sont nombreux (gouvernance, manque d'infrastructures, contraintes budgétaires, faiblesse du secteur bancaire).

- **Coup de frein sur la croissance après un rebond en 2022**

L'Angola a subi les **conséquences de la chute des cours du pétrole** liée à la crise sanitaire en 2020 et peu profité du rebond en 2021 en raison de difficultés de production. L'activité hors pétrole (agriculture/ pêche, commerce) a permis au pays d'enregistrer une croissance légèrement positive en 2021 (+1,2 %), après cinq années consécutives de récession. L'activité a accéléré en 2022 (+3%) dans un contexte de cours élevé des hydrocarbures et de bonnes performances des secteurs hors pétrole.

La contraction de la production de pétrole début 2023 a fortement pesé sur l'activité qui a été quasi nulle au 1^{er} semestre (-0,3% en g.a. au T1 et 0% au T2). Le secteur hors hydrocarbures a été plus dynamique, notamment les services financiers ou de télécommunications.

Le niveau d'inflation (16,6% en octobre 2023) pèse sur la consommation. La baisse des subventions et la forte dépréciation du kwanza, conjugués à des prix alimentaires et de l'énergie qui restent élevés, ont relancé les tensions inflationnistes mi-2023. La faiblesse des récoltes liées à la sécheresse qui sévit dans une partie du pays devrait contribuer à maintenir le niveau des prix élevés en 2023. Les investissements sont en outre ralentis par un taux d'intérêt élevé (17%). Face à la reprise de l'inflation, la BNA a dû en effet interrompre l'assouplissement de sa politique monétaire entamée entre septembre 2022 (20%) et mars 2023 (17%).

La croissance devait en conséquence être faible en 2023 (1,3% selon le FMI). Les investissements dans le secteur pétrolier devraient être encouragés par les efforts du gouvernement pour améliorer la réglementation du secteur. Le développement de nouveaux champs (Azule Agogo project dont l'exploitation est prévue en 2026) et la réalisation de différents projets d'infrastructure, en particulier dans le secteur de l'énergie (hydroélectricité et énergie solaire) pourraient contribuer à **l'accélération de la croissance en 2024 à +3% selon le FMI**. Toutefois, ces prévisions sont très dépendantes de l'évolution de la production et/ou des cours du pétrole ainsi que de celle du cours du kwanza face au dollar. Une nouvelle dépréciation accentuerait la hausse des prix, freinant encore la consommation et éloignant tout assouplissement de la politique monétaire.



- **Amélioration de la solidité du secteur bancaire**

Le secteur bancaire angolais est composé de vingt-quatre établissements. Les six principaux¹ concentrent environ 80% des actifs.

Le secteur est bien capitalisé mais reste vulnérable. Les Autorités ont mis en place un programme avec l'aide du FMI en vue d'améliorer son niveau de capitalisation ainsi que sa réglementation et sa supervision. Les licences de six banques, qui ne respectaient pas la réglementation, notamment en matière de capitalisation, ont été retirées ces dernières années².

Deux banques publiques (Banco de Poupança e Crédito – BPC et Banco Económico) ont rencontré d'importantes difficultés et **sont en cours de restructuration**. Avec 16% des actifs du secteur, elles présentent un risque systémique d'autant que BPC assure le paiement d'une part importante des salaires et pensions de retraite du pays.

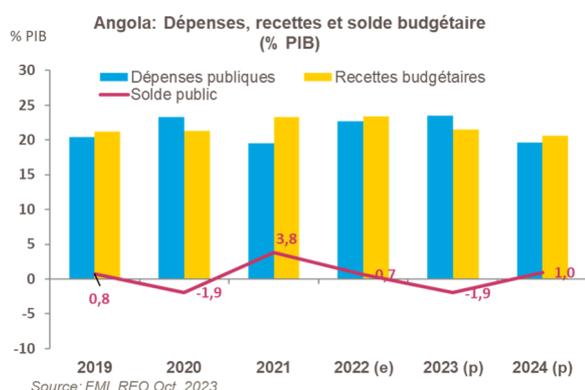
L'Etat a injecté du capital fin 2022, permettant de relever le ratio de capitalisation à 28%.

Le taux de prêts non performants, qui **dépassait 32% fin 2019 a été ramené à 14% fin 2022, grâce à des annulations de créances**. La forte dépréciation du Kwanza en 2023 a fragilisé le bilan de certains établissements et pourrait nécessiter une nouvelle intervention de l'Etat. Les banques sont exposées au risque souverain, les bons du trésor angolais représentant plus du quart des actifs du secteur bancaire.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **De réels efforts de consolidation budgétaire**

Le gouvernement angolais est parvenu à maîtriser son déficit public y compris pendant la période de la crise sanitaire et face aux conséquences de la guerre en Ukraine.



¹ BAI, BFA, BIC, BPC, Banco Millenium Atlantico, Standard Bank Angola

² Prestigio, Banco Angolano de Negocios, e Comercio (BANC), Kwanza Invest (BKI), Banco Mais, Banco Pugo Andongo, Banque Postale

La faiblesse des revenus liée à une croissance peu dynamique et aux difficultés du secteur pétrolier (environ 60% des revenus) **devrait fortement contraindre la politique budgétaire en 2023**. Le gouvernement reste engagé dans la maîtrise des finances publiques, mais le contexte économique (inflation) et social limite ses marges de manœuvre.

Mi-2023, les autorités angolaises ont annoncé une baisse des subventions sur les carburants (2,7% du PIB en 2022) et leur suppression progressive à l'horizon 2024-25. Toutefois, en octobre, la ministre des Finances a évoqué l'éventualité du report de cette mesure face au risque social, suite aux réactions de la population en juin après la forte hausse des cours de l'essence. Par ailleurs, les aides ciblées et le potentiel soutien au secteur bancaire devraient contribuer à la dégradation du solde.

Le déficit budgétaire devrait cependant rester contenu, autour de -2% du PIB en 2023 en raison de l'annonce du gel de certaines dépenses courantes et de projets d'investissement. **Le solde pourrait s'améliorer en 2024** sous réserve de la hausse de la production de pétrole et de l'absence de chute des cours.

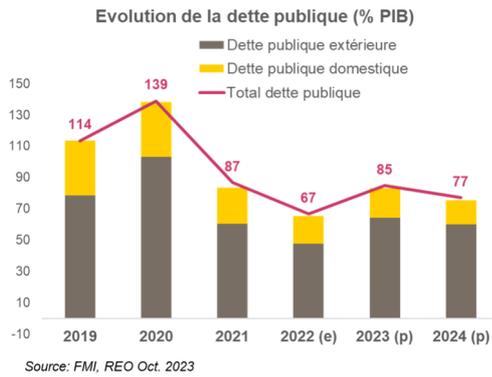
A plus long terme, **les finances publiques devraient rester durablement dépendantes du secteur pétrolier**, donc des cours mondiaux. Les effets sur les recettes budgétaires des efforts de diversification devraient être lents.

Le programme de privatisation (PROPRIV) destiné à apporter des revenus supplémentaires à l'Etat et initialement prévu sur la période 2019-22, a été étendu à la période 2023-26. Par ailleurs, la liste des entreprises concernées a été actualisée pour intégrer des sociétés de plus grande taille. 73 sociétés sont ainsi listées, incluant la compagnie pétrolière (Sonangol) et la compagnie aérienne (TAGG) dont l'Etat pourrait se désengager à l'horizon 2024. En 2023, les sociétés de telecom (Unitel), télécommunication (TV Cabo) ou SGA (gestion des aéroports), figurent sur la liste. Mi 2023, 96 participations avaient été cédées pour un objectif de 178 privatisations. Le contexte international pourrait être plus favorable fin 2024- 2025, rendant plus attractif les actifs dans les pays émergents.

- **Rebond du ratio de la dette publique**

La dette publique³ a fortement augmenté jusqu'en 2019 pour avoisiner 114 % du PIB (40% en 2014). Après les fluctuations liés au choc Covid et à sa résorption, le taux d'endettement a été ramené à un niveau inférieur aux années pré-crise sanitaire. Depuis, il fluctue fortement au gré de l'évolution des cours du pétrole et de l'évolution du taux de change sur la dette extérieure de l'Etat, représentant environ 70% du total.

³ y compris la dette des compagnies publiques pétrolière Sonangol et aérienne TAAG



Le ratio s'est par exemple fortement dégradé en 2023 à 85%, soit une hausse de près de 20pp en un an, après la dévaluation du kwanza et devrait se modérer à 77% en 2024, l'effet de la dévaluation passant progressivement dans les prix du PIB.

Cette évolution témoigne de la vulnérabilité du pays face au risque de change et aux revenus du pétrole.

Le service de la dette de l'Etat (principal et intérêts) est par ailleurs élevé, estimé par le ministère des Finances ⁴ à 18 Mds \$ en 2023 (dont 10 Mds au titre de la dette extérieure) soit de l'ordre de 70% des revenus de l'Etat. La charge des seuls intérêts pèse pour près d'1/4 des revenus de l'Etat.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Excédent courant en baisse**

L'évolution du solde courant est directement liée à l'évolution des cours et des exportations d'hydrocarbures (plus de 90% du total). **L'excédent a atteint un niveau record en 2021** de plus de 11% du PIB. Il est **resté confortable en 2022** en raison des cours élevés des hydrocarbures. Les volumes de production ne devraient pas fortement augmenter en 2023 et l'Angola devrait également pâtir du ralentissement de la demande mondiale, notamment de la Chine, son premier marché d'exportation. Les importations resteront élevées en raison des besoins du pays en biens de consommation et d'équipements mais aussi de carburants, compte tenu de l'insuffisance des capacités de raffinage. **L'excédent courant devrait en conséquence continuer à se réduire autour de 3% du PIB.** Une progression, même modeste de l'extraction d'hydrocarbures, pourrait permettre au pays d'augmenter son excédent en 2024, sous réserve de l'absence de chute des cours mondiaux.

⁴ Rapport pays juillet 2023

⁵ Source : Banque centrale

⁶ En 2019, 8,25% pour une émission de même durée

- **Forte hausse du ratio de dette externe**

Le stock de dette extérieure de l'Angola est composé à 90% de dette publique. L'évolution du cours du kwanza face au dollar a en grande partie déterminé celle du ratio de dette extérieure / PIB. Après s'être nettement amélioré en 2022, il a fortement progressé en 2023 et avoisinerait à nouveau 110 % du PIB selon le Ministère des Finances angolais.

Le stock de dette extérieure publique est composé à **75% de dette commerciale et 25% de dette officielle** (auprès des institutions multilatérales et des Etats, essentiellement la Chine)⁵.

L'Angola devra continuer à compter sur le soutien des créanciers officiels. L'accord triennal du FMI a expiré fin 2021. L'Etat angolais n'a pas à ce jour sollicité de nouveau programme mais a obtenu plusieurs financements, auprès de la Banque Mondiale ou de l'AFD.

Le pays avait levé, en **avril 2022, 1,75 Mds\$ par l'émission d'un Eurobond** sur 10 ans (taux 8,75%⁶) dont 750 Mns\$ destinés au refinancement de titres à échéance 2025 et 2028. Les conditions de marché se sont fortement dégradées depuis. Le taux de rendement de l'Eurobond émis en novembre 2019, de 8% lors de l'émission a dépassé 23% en avril 2020 avant de diminuer progressivement pour atteindre 6% début septembre 2021. Il a à nouveau progressé en 2022-23 pour atteindre de l'ordre de 13% en octobre 2023.. L'Etat angolais a dû renoncer à l'émission d'1 Mds \$ de titres ESG⁷ initialement prévue en 2023.

A moyen terme, **la dette externe reste très vulnérable à une évolution défavorable du solde courant**, lui-même fortement dépendant **des cours ainsi que de la production de pétrole**, dont les perspectives restent incertaines. La dépréciation du cours de la monnaie nationale face au dollar accroît également la charge de remboursement.

- **Forte dépréciation du cours du kwanza en 2023**

En 2018, **la BNA a décidé de renoncer à l'indexation du kwanza au dollar** et d'assouplir son régime de change, provoquant un effondrement du cours. Les pressions à la baisse ont persisté en 2019 et 2020. La hausse des prix du pétrole a permis un raffermissement du cours en 2021 et 2022.

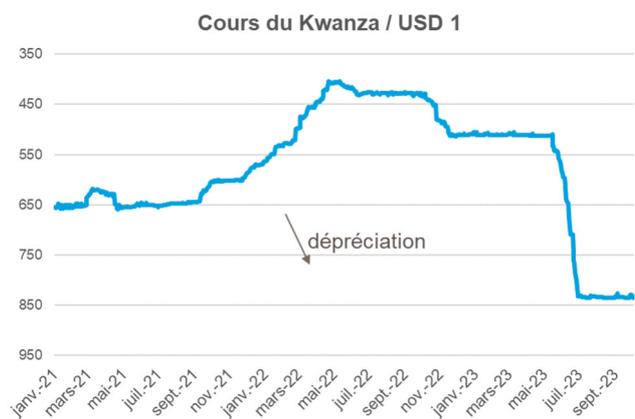
⁷ Titres de dette destinés à financer des projets sociaux ou relatifs au développement durable.



En 2023, différents facteurs ont pesé sur le cours de la devise angolaise, notamment :

- la reprise du paiement des échéances des remboursements de la dette vis-à-vis de la Chine qui avaient été suspendues suite à la crise COVID
- la baisse des revenus en devises liée à la baisse de la production de pétrole et à la modération des cours début 2023
- l'assouplissement de la politique monétaire jusqu'en mars.

En juin 2023, les autorités angolaises ont renoncé à soutenir le Kwanza qui a perdu brutalement près de 40% de sa valeur.



Les pressions à la baisse perdurent mais se sont atténuées avec la hausse des cours du pétrole fin septembre. Le cours pourrait se stabiliser en 2024 sous réserve d'une stabilisation des cours du pétrole et de l'interruption de la baisse de la production. Par ailleurs, une baisse des taux d'intérêt américains attendue courant 2024 pourrait rendre plus attractif les marchés émergents, favorisant le raffermissement des cours des devises dont pourrait profiter l'Angola. Ce facteur dépendra cependant également de la politique de la BNA : une réduction de son taux de référence, favorable à la croissance, limiterait l'attrait des titres angolais et donc les perspectives d'appréciation.

Le cours du Kwanza devrait rester très volatil, dépendant de l'évolution des cours et du niveau de production de pétrole.

Les réserves de change s'établissent autour de 13 Mds \$ (or exclu), soit de l'ordre de 7 mois d'importation. Le ratio des réserves/ stock de dette extérieure CT est supérieur à 300%⁸. Le service de la dette extérieure est estimée à 11,7 Mds \$ en 2023 dont 4,8 Mds \$ au titre de la dette chinoise. Les échéances de 2024-25 restent élevées (environ 10,5 Mds\$ chaque année) et baissent par la suite.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

• J. Lourenço réélu pour un second mandat

Joao Lourenço, ancien ministre de la Défense de José Eduardo Dos Santos, qui a dirigé le pays pendant 38 ans, **a été élu en août 2017 à la présidence de l'Angola**, avec le soutien de l'ancien président qui avait décidé de ne pas se représenter. Le nouveau chef de l'Etat a rapidement écarté les proches de son ancien mentor et procédé à des nominations à des postes clés (gouverneur de la banque centrale, chef de la police, du renseignement militaire...).

J. Lourenço a été réélu en août 2022 pour un second mandat, grâce à la victoire de son **parti (MPLA)** avec 51% des voix (120 sièges sur 223). Au pouvoir depuis 1979, le MPLA voit cependant sa **majorité s'éroder et les résultats de l'élection ont été contestés** par le principal parti d'opposition (UNITA). Mais ses recours pour fraude ont été rejetés par la Cour constitutionnelle. **La volonté politique de réforme du Président Lourenço semble réelle, mais le défi est de taille. Les attentes de la population sont grandes et les tensions sociales sont accentuées** par la dégradation de la situation économique (ralentissement de la croissance, hausse des prix). En juin 2023, d'importantes manifestations ont été organisées face à la forte inflation. Elles ont été réprimées avec violence et ont provoqué la destitution du Ministre des Finances. Les prochaines élections sont prévues en 2027.

• Lents progrès en matière de gouvernance et de climat des affaires.

L'Angola est moins bien classé que ses voisins ou pays comparables (Nigéria) en matière de gouvernance mais les améliorations sont notables. D'importants efforts ont été réalisés pour améliorer la transparence des contrats dans le secteur des hydrocarbures en vue de lutter contre la corruption et le blanchiment. **Le pays progresse ainsi dans le classement** de gouvernance de la Banque Mondiale (172^{ème} rang en 2022 contre 189 en 2017) ainsi que dans l'Indice de perception de la corruption de Transparency International (116^{ème} rang en 2022 contre 142^{ème} en 2020).

De nombreuses mesures ont été mises en place pour attirer les investisseurs, notamment la création de l'AIPEX (Agence pour les investissements privés et les exportations).

⁸ Donnée Banque centrale- Indicateurs externes
<https://www.bna.ao/#/estatisticas/estatisticas-externas/dados-anuais>



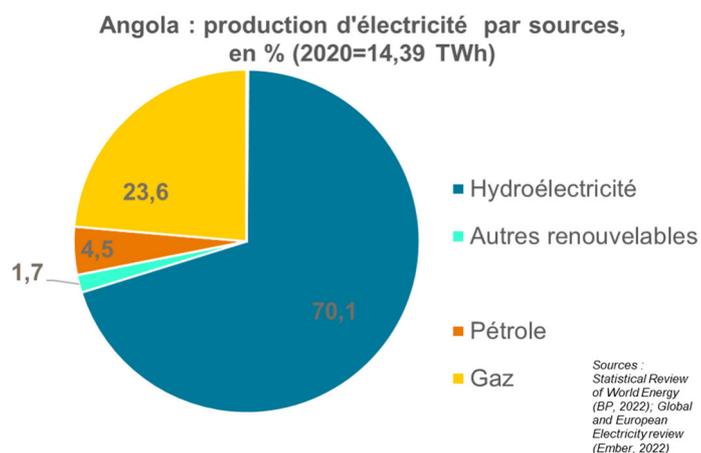
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Angola est vulnérable aux changements climatiques (130^{ème} rang sur 181 pays selon l'indicateur de vulnérabilité ND Gain), en particulier à la sécheresse comme aux inondations, aux feux de forêts ou à l'insuffisance d'eau.

En 2021, le pays s'est engagé à réduire de 14% ses émissions de GES d'ici 2025 (contre -15% d'ici 2030 précédemment). Ses émissions étaient en recul de 2,7% en 2014-18 (contre une progression de 1,4% entre 2010 et 2014), en partie en raison de la contraction de l'activité mais également grâce au développement progressif des énergies renouvelables. Début 2022, l'Angola a rejoint la COMIFAC (Commission des Forêts d'Afrique Centrale), organisme chargé de la conservation des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale, un puits de carbone essentiel pour la lutte contre le réchauffement.

Le gouvernement vise un accès à l'électricité pour 60% de la population d'ici 2025 (33% actuellement). Les sources d'énergie renouvelable représentent déjà plus de 70% des sources de production grâce en particulier au développement de l'hydroélectricité.

En 2022, TotalEnergies a annoncé des investissements dans des projets d'énergie renouvelable (notamment parc solaire de Huila) et un accord avec le Ministère de l'Energie angolais pour le développement d'autres projets dans les secteurs solaire, hydroélectrique et biomasse.





DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / Global trends, Pays développés, pétrole sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau Macroéconomie France, conjoncture ETI Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.